

La sagesse au rancart

André Lavoie

Volume 15, numéro 1, printemps 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/33750ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association des cinémas parallèles du Québec

ISSN

0820-8921 (imprimé)

1923-3221 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Lavoie, A. (1996). La sagesse au rancart. *Ciné-Bulles*, 15(1), 2-3.

La sagesse au rancart

par André Lavoie

«La S.R.C. frise maintenant la catastrophe.»

(Comité d'examen des mandats Société Radio-Canada, Office national du film, Téléfilm Canada, *Faire entendre nos voix: le cinéma et la télévision du Canada au 21^e siècle*, Ottawa, Patrimoine canadien, 1996, p. 134)

«Notre analyse nous pousse à une double conclusion: ou bien le maintien du statu quo mènera à la mort de la S.R.C., ou bien la S.R.C. rajeunie que nous proposons sera financée de façon tout à fait différente pour être viable et efficace.»

«Nous sommes conscients que notre recommandation d'un nouveau mécanisme de financement de la S.R.C. rompt brutalement avec le passé, mais nous sommes persuadés que c'est le seul choix qui s'offre à nous pour rebâtir et renforcer l'une des institutions les plus vitales du Canada.»

(Comité d'examen des mandats Société Radio-Canada, Office national du film, Téléfilm Canada, *Faire entendre nos voix: le cinéma et la télévision du Canada au 21^e siècle*, Ottawa, Patrimoine canadien, 1996, p. 132)

Les attentes étaient grandes, les craintes aussi. Qu'est-ce que Pierre Juneau, Catherine Murray et Peter Herndorf pouvaient bien avoir dans leur sac qui faisait tant trembler le gouvernement fédéral? L'hiver dernier, les illustres membres de ce comité d'examen des mandats de la S.R.C.-C.B.C., de Téléfilm Canada et de l'Office national du film (O.N.F.) ont eu toutes les peines du monde à faire leur entrée en scène avec leur rapport ironiquement intitulé *Faire entendre nos voix*. Dans le domaine culturel, voilà un problème typiquement canadien puisque nos élus — et nos voisins — sont plus bruyants et indisciplinés que jamais. Mais qui veut parler de culture au Canada, en particulier à nos politiciens fédéraux, doit posséder plus qu'un mandat de Michel Dupuy pour y arriver.

À l'ère du perpétuel massacre à la tronçonneuse, on ne cesse de le répéter: tout est sur la table, plus de vaches sacrées, etc. Et comme il faut en avoir pour son argent, les institutions culturelles fédérales, jugées trop voraces, sont passées au peigne fin. On appelle cela aussi un «réexamen des mandats». L'ex-ministre Michel Dupuy a donc convoqué trois «sages» à faire une évaluation qualitative de ces organismes, de proposer des solutions pour améliorer leur efficacité et, surtout, leur pertinence dans le contexte actuel. Il s'agissait ni plus ni moins «d'éclairer» le gouvernement d'Ottawa: trois lumières dans la grande noirceur?

Présidé par Pierre Juneau, ancien président de la S.R.C. sous le règne de Pierre Elliott Trudeau, ce comité a offert ses plus délicates attentions à la télévision d'État. Comme elle coûte un milliard de dollars par année aux contribuables canadiens et que son poids culturel et économique est incontestable, impossible de l'éviter. L'O.N.F. et Téléfilm Canada ont eut droit à moins d'égards mais l'analyse du comité sur leur évolution propose quelques pistes de réflexion intéressantes. Toutefois, le noyau dur du rapport est un immense cri d'alarme face aux dérapages de la télévision d'État, autant française qu'anglaise (perte de contrôle sur les coûts de production, diminution des subventions qui

favorise l'omniprésence de la publicité, américanisation des contenus, etc.). De télévision culturelle reflétant la diversité canadienne et favorisant l'ouverture du monde, elle serait devenue, surtout du côté français, un gros «Canal 10» subventionné. Le comité Juneau considère, à juste titre, qu'il y a bel et bien péril en la demeure.

Comme beaucoup d'autres, les trois sages soulignent la splendeur passée de l'O.N.F. mais ne semblent guère convaincus de sa pertinence et de son avenir. Ils ont bien raison de gronder la S.R.C. qui fait la fine bouche devant sa production documentaire récente: la télévision d'État est plus généreuse de son temps pour la Ligue nationale de hockey. Le comité suggère le démantèlement complet des services techniques de l'O.N.F. mais cette solution qui s'apparente à une vente de feu — et qui ferait bien l'affaire du secteur privé — n'est pas souhaitable. Qu'est-ce qui prouve que l'organisme fera des économies réelles? La production indépendante pourra-t-elle survivre à cette disparition?

Quelques remontrances sont également adressées à l'égard de Téléfilm Canada, un «partenaire» de l'industrie privée qui commence drôlement à se prendre pour une «business». On somme Téléfilm Canada de revenir à son mandat initial qui est de soutenir la production audiovisuelle canadienne faite d'abord et avant tout pour les Canadiens. La tendance lourde de l'industrie à produire des films et des séries où Toronto et Montréal ont l'air de Détroit ou Pittsburg ne devrait pas être aussi soutenue par les fonds publics, affirme le comité. De plus, on voit d'un mauvais œil que l'organisme mette son nez dans les contenus et participe activement au développement des scénarios. Mais pourrait-il faire autrement quand il finance des productions à plus de 60 p. 100? Les membres du comité ont sans doute raté la série *René Lévesque*, bel exemple de la méthode du chèque en blanc expédié promptement à un producteur «dynamique».

Nous pourrions poursuivre longtemps la dissection de ce rapport, qui n'est certes pas sans intérêt. Bien sûr, la fameuse taxe proposée pour financer la S.R.C. risque d'avoir déjà obtenu ses 15 minutes de gloire... Mais l'actualité récente a eu raison de toutes les bonnes intentions. Alors que la sortie du rapport avait été plusieurs fois retardée, tous les milieux concernés s'entendaient pour croire à une bombe, à un document choc ou à une nouvelle bible de la production audiovisuelle canadienne. On allait même jusqu'à prétendre que le gouvernement fédéral ne pourrait le mettre sur les tablettes sans s'attirer les foudres du Canada tout entier.

Mais dans le ronron de la politique fédérale, avec un Premier ministre qui n'a rien à dire sur la culture de son pays et dont le langage trahit une ignorance crasse à ce sujet, nous avons été tous bien naïfs de croire qu'un nouveau jour allait se lever sur la colline parlementaire.

Depuis, nous avons eu droit à la destitution de Michel Dupuy au ministère du Patrimoine — la seule bonne décision de Jean Chrétien dans le dossier culturel — et la nomination de Sheila Copps — sa toute nouvelle gaffe dans le même dossier. Un changement de ministre dans ces circonstances, ce n'est même plus la trahison du siècle pour enterrer un rapport. La vice-première ministre a les coudées franches pour regarder de haut un document qu'elle n'a jamais commandé. La subtilité politique n'est certes pas la marque de commerce de ce gouvernement.

Parler haut et fort de l'importance de la culture canadienne et du rôle vital des grandes institutions dans un contexte de crise des finances publiques apparaît tout simplement indécent aux yeux des autorités fédérales. Une fois de plus, l'histoire se répète: deux millions de dollars s'envolent en pure perte et le rapport Juneau va rejoindre, sur la même tablette poussiéreuse, les Caplan-Sauvageau et cie. On peut donc se permettre d'entretenir un éternel (*sic*) statu quo tout en serrant la vis encore plus à la S.R.C., à l'O.N.F. et à Téléfilm Canada. D'autres compressions importantes ont été annoncées. À l'O.N.F. seulement, les laboratoires et les plateaux de tournages partent en fumée, ainsi que 170 employés permanents.

Si la culture de ce pays est un luxe que nous ne pouvons plus nous payer, commençons par dénoncer l'hypocrisie des élus qui commencent drôlement à être hors de prix.

Angélo, Frédo et les pourfendeurs de la médiocrité

C'est avec une joie non dissimulée que le propriétaire du cinéma Lido à Lévis a sonné officiellement le glas de la carrière en salles d'Angélo, Frédo et Roméo, le «film-catastrophe» de Pierre Plante mettant en vedette Martin Drainville, Benoît Brière et Luc Guérin et distribué par C/FP. Cette comédie a eu droit à une efficace contre-publicité où ledit propriétaire exhortait ses clients à ne pas payer un sou pour ce film qui ne vaut pas tripette, le qualifiant même de «pourri». Sa curieuse campagne fut loin de passer inaperçue et certains n'ont pas manqué de souligner le «courage» de

celui qui a su débusquer la médiocrité financée avec nos taxes et nos impôts.

Si le geste ne manque pas d'éclat, sa portée est toute-fois inquiétante; il révèle, paradoxalement, notre immobilisme et notre paresse culturelle. Que l'on rejette violemment certains films qui méprisent l'intelligence du public, rien de plus louable. Mais ce faux règlement de comptes ne fait que liquider un cadavre déjà froid. Malgré une présence sur 35 écrans et l'impossibilité pour les critiques de voir le film avant sa sortie, son sort semblait déjà scellé: après trois semaines, il avait définitivement quitté l'affiche.

Alors pourquoi tout ce tapage? Serait-ce pour éclairer un public en manque de repères ou pour jouer les grands sauveurs des finances publiques? La nouvelle «culture de la dette» provoque les plus tristes dérapages. Dans cette histoire, il n'y a que des Don Quichotte qui se trompent de cible: si certains propriétaires de salles sont tant sensibles à la qualité, ils auraient changé de métier depuis bien longtemps. Parce que des institutions d'État ont accordé leur soutien à ce film, on ne voit que gaspillage, mépris et incompétence. Certains érigent donc en symbole ce film raté, prétexte facile pour annoncer une grande vente de liquidation.

Leur croisade pourrait peut-être devenir «sainte» et noble, mais elle ne démontre que leur lâcheté. Nos écrans, petits et grands, sont inondés de films médiocres et la plupart d'entre eux sont américains. Qui s'en plaint? On me répondra que ce cher Angélo se paie notre tête de contribuable. Mais où sont-ils lorsque vient le temps de dénoncer les profits astronomiques des *majors* au Canada et qui servent à financer des films américains autrement plus mauvais? Le réseau T.V.A. pousse même l'indécence en nous faisant croire, dans une publicité quasi frauduleuse, qu'elle est une chaîne entièrement «privée» alors que la plupart des producteurs «privés» derrière *Chambres en ville*, *les Machos* et *Jasmine* reçoivent le soutien de Téléfilm Canada ou participent au programme de crédit d'impôt du gouvernement du Québec. Au bout du compte, qui paie réellement la note?

Pour d'autres, les tristes aventures d'Angélo sapent tous les efforts de l'industrie à reconquérir un public frileux face au cinéma québécois. Mais pourquoi un seul film entraînerait-il la mort de tout un système? Si cette logique fataliste s'appliquait au cinéma américain, Sylvester Stallone et Jean-Claude Van Damme seraient de célèbres fossoyeurs. Face à eux, Martin Drainville et Benoît Brière ne font pas le poids... ■

*«(...) le rapport Juneau démontre une fois encore entre ses lignes, après le rapport SECOR en 1994, combien la supposée industrie "privée" de la production télévisuelle et cinématographique canadienne est en pratique aussi dépendante de l'État que l'est l'O.N.F. Certes, comme le dit le rapport, grâce à Téléfilm Canada la "production indépendante" a connu "une expansion phénoménale" au Canada. Une douzaine d'entreprises qui ont profité des fortes mises publiques de départ sont devenues des empires canadiens du cinéma mais si elles sont "florissantes", comme l'affirme le rapport Juneau, c'est grâce à leurs productions et coproductions destinées au marché américain, qui se vendent d'autant plus qu'elles camouflent mieux leur caractère canadien. Quand ces entreprises, grandes ou petites, produisent de la télévision ou du cinéma à contenu canadien pour les Canadiens, elles redeviennent presque entièrement dépendantes du soutien public (...).»
(Lise Bissonnette, «Une industrie publique», le Devoir, 7 février 1996)*